

Communiqué

Kanaky : rencontre avec la direction de Véolia à Paris

lundi 10 mars 2008, par [Collectif Solidarité Kanaky](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mars 2008).

A l'initiative du Collectif « Solidarité Kanaky », un rassemblement a eu lieu vendredi 7 mars devant le siège de Véolia à Paris pour dénoncer l'attitude de l'entreprise dans le conflit qui oppose sa filiale CarSud à l'USTKE en Nouvelle-Calédonie (Unions syndicale des travailleurs kanaks et des exploités). Au même moment, dans le bâtiment, une assemblée avait lieu avec les actionnaires pour l'exposé du bilan annuel. De nombreux journalistes étaient présents pour cette assemblée. Ils se sont intéressés à notre action.

Rapidement, la direction a accepté de nous recevoir et de discuter. Nous avons constitué une délégation de quatre personnes : Corinne Perron (représentante de l'USTKE en France), Bernard Alleton (LCR), Patrick Farbiaz (Les Verts, délégué aux relations internationales et à l'Outre Mer) et Annick Coupé (Union syndicale Solidaires). Nous avons été reçus par Olivier Brousse (Directeur général adjoint, Véolia Transport) et Olivier Lebosse (Directeur régional, Véolia Transport).

Nous les avons sensibilisé sur notre volonté de trouver une issue acceptable par tous à ce conflit qui a pris des proportions démesurément violentes à cause de la manipulation politique orchestrée par la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie.

Mr Lebosse s'est lancé d'emblée dans de vives critiques à l'encontre de l'USTKE, arguments surannés, typiques de la campagne de désinformation et de diffamation dont le syndicat est l'objet depuis toujours de la part d'un patronat colonial associé à une droite locale ultra-libérale. Il pouvait bien nous parler de « comportements innommables » sur les piquets de grève et nous montrer maladroitement une photo d'un quidam allongé sur un trottoir pour prouver la consommation d'alcool chez les syndicalistes que nous défendons... Il n'a réussi qu'à se couvrir de ridicule. Cette photo a pu être prise sur n'importe quel trottoir de Nouméa, de Paris ou de Manille et n'a aucun rapport avec l'USTKE. Aucun de ses arguments n'était fondé. Nous avons élevé le débat à plusieurs reprises en insistant sur la nécessité pour eux de considérer l'USTKE comme un interlocuteur incontournable, intransigeant certes, parce que profondément honnête et fort de sa représentativité majoritaire sur le Territoire.

Nous leur avons demandé, concrètement, de mettre fin à ce conflit en respectant simplement le protocole d'accord signé en janvier 2007 qui stipule en son article 1, concernant les chauffeurs licenciés, que « *la direction de CarSud s'engage à leur proposer un emploi ou un métier correspondant à leurs souhaits et à leurs aptitudes* ».

La direction de Véolia a été attentive à nos arguments ; elle nous a confirmé qu'elle a bien reçu le message et elle s'engage à reprendre les négociations juste après les élections municipales en missionnant Mr Lebosse à Nouméa.

Nous leur avons réaffirmé notre mobilisation et notre détermination ici et là-bas, en France métropolitaine comme en Kanaky.

La Commission Nationale de Déontologie et de Sécurité va être sollicitée et une question écrite va être posées au gouvernement par des députés Verts.

A la sortie, nous avons rendu compte de cette rencontre aux journalistes présents et aux militants rassemblés : Association des Jeunes Kanak, USTKE, LCR, CNT, Union syndicale Solidaires, Les Verts, Cedetim, Collectifs antilibéraux, ATTAC, CGT...

Et nous nous sommes donné rendez-vous mercredi 19 mars à 14h devant le ministère de l'Outre-Mer (27 rue Oudinot, Paris 7^e) pour un rassemblement en soutien aux syndicalistes qui seront jugés au Tribunal de Nouméa le 25 mars.

Paris, le 7 mars 2008 <http://solidaritekanaky.org>